

« En finir avec le refus de toute utopie »

Pour l'historien Jérôme Baschet, l'Etat n'est pas l'unique façon de représenter l'intérêt général et un autre système est possible. Interview de Frédérique Roussel, le 2 mai 2014 dans Libération.

Peut-on voir durant les dix dernières années une parenté entre les luttes (anti ou altermondialisation, squats, Indignés, etc.) ?

Les mouvements cités sont assez divers et mériteraient chacun une analyse spécifique et fine, comme le fait *Constellations* (pages 2-4). Cela dit, il y a une nouvelle conjoncture, plus favorable pour la critique radicale du capitalisme. Mais aussi pour l'expérimentation concrète de formes de vie et d'organisations collectives. Cela témoigne d'un désir sourd, de plus en plus diffus, de rompre avec la société marchande fondée sur l'asservissement au travail et la généralisation des normes de l'économie. Un peu partout, par exemple dans les zones à défendre (ZAD) qui se multiplient à la suite de celle de Notre-Dame-des-Landes, on cherche à sortir des formes de vie marchandisées et des subjectivités compétitives pour instaurer d'autres manières de faire et de produire, d'autres relations interpersonnelles.

Est-ce uniquement l'anticapitalisme qui les lie ?

Il y a quelques années encore, le terme « capitalisme » sonnait comme une grossièreté presque imprononçable. Sa réapparition, amorcée au milieu des années 2000 (notamment par les zapatistes), peut être vue comme le symptôme d'une plus grande capacité critique. On nous habitue à penser que le système dans lequel nous vivons s'appelle « démocratie » (et, dès lors, on ne peut que se réjouir de la chance de ne pas être victimes des « régimes autoritaires » ou « fanatiques » qui accablent tant de régions du monde). Mais si nous admettons que nous vivons dans un « système capitaliste », alors nous voyons d'abord l'extension des inégalités, l'aggravation de l'exploitation au travail, la multiplication des pathologies sociales, la spoliation des territoires indigènes, la destruction de l'environnement pour satisfaire une course à la croissance de plus en plus absurde, etc. En nommant le capitalisme s'affirme aussi la possibilité d'un anticapitalisme conséquent, visant le cœur même d'une logique économique désormais mondialisée qui impose des contraintes auxquelles on ne peut pas se soustraire tant qu'on prétend continuer à l'intérieur du système, y tenir sa place ou rester dans la course, comme on dit.

Comment se pose aujourd'hui la question révolutionnaire ?

Il s'agit de nous défaire d'un modèle de la politique centré sur l'appareil d'Etat. La centralité qui lui est conférée est l'une des causes majeures du dévoiement des aspirations révolutionnaires au cours du XX^e siècle (une autre étant la centralité maintenue de l'économie et du travail, d'où la reproduction des normes productivistes et de l'hétéronomie salariale, propres au capitalisme). Il s'agit d'assumer à nouveau la perspective d'une transformation radicale de la société, de rouvrir le futur, mais sur d'autres bases et sans reproduire les certitudes doctrinaires et illusoire de la pensée révolutionnaire d'antan. Les zapatistes, qui préfèrent se qualifier de « rebelles », ont apporté une contribution importante, en faisant valoir dans leur parole, mais surtout dans leur pratique, qu'il est possible de construire un autre monde sans chercher à s'emparer du pouvoir d'Etat. Nous avons tendance à penser, en France, que l'Etat est la seule forme possible de l'intérêt général, que l'alternative est entre la toute-puissance des forces économiques et le rempart étatique. Or il y a une autre option, un autre mode de constitution de l'intérêt collectif, du commun, que les zapatistes, comme d'autres, nomment « autonomie », une voie qui se libère à la fois de l'économie et de l'Etat, cet « avorton monstrueux » qui « absorbe toutes les forces du corps social », comme disait Marx.

La résistance s'envisage-t-elle donc par des espaces libérés ?

Par espaces libérés (ou partiellement), je désigne toutes les expériences par lesquelles nous tentons de nous soustraire aux contraintes systémiques, en premier lieu celles du travail et de la consommation, mais aussi les manières d'être, de penser, d'entrer en relation avec autrui, propres à la société de la marchandise. Aucune échelle n'est à déprécier, ni celle du travail individuel, d'un groupe d'amis ou de voisins, ni celle des micro-collectifs ou d'organisations et de réseaux plus vastes. Mais les espaces libérés ne peuvent rester des îlots de vie plus confortables ou plus conviviaux qu'ailleurs. Si l'on adopte une perspective anticapitaliste, ils ne peuvent qu'être aussi des espaces de combat, pour résister à la pression environnante et pour passer à l'offensive contre un système dont il y a urgence à se débarrasser. S'il s'agit de dépasser le paradigme de la révolution étatocentrée, il faut aussi dépasser celui de la résistance qui a eu tendance à se substituer à lui. Il ne s'agit plus seulement de résister pour tenter de minimiser les effets les plus pervers de la transnationalisation libérale, mais de nous convaincre qu'il est possible d'imaginer une autre manière de vivre et de commencer à la construire.

En quoi l'exemple de l'autonomie au Chiapas, modèle d'une forme politique non étatique, peut-elle être probante, universelle ?

Les zapatistes ont formé, depuis 1994, des communes autonomes puis, depuis dix ans, des « Conseils de bon gouvernement », qui coordonnent ces communes au niveau régional. Ils ont ainsi construit leur propre organisation politique, à l'écart de l'Etat mexicain (ou plutôt en butte à ses attaques constantes), sur un territoire qui a l'extension de la Belgique. Ce n'est pas rien. Le mode d'exercice des tâches politiques est très différent de celui que nous connaissons. Les charges sont collectives, électives, révocables, rotatives, sans rémunération ni avantages matériels (et, curieusement, personne ne se presse pour les occuper !). Les décisions sont prises après discussion avec toutes les assemblées locales concernées. Il s'agit ainsi de rompre avec une conception de la politique comme activité spécialisée et de mettre en œuvre des mécanismes qui luttent concrètement contre la césure entre gouvernants et gouvernés. Les zapatistes aiment à répéter que « nous sommes tous capables de nous gouverner nous-mêmes ». N'y a-t-il pas là une source d'inspiration, au moment où nos démocraties représentatives sonnent de plus en plus creux, car elles sont surtout le moyen de nous dessaisir de notre souveraineté au profit d'appareils étatiques ou supra-étatiques qui sont, fondamentalement, les relais des normes et des contraintes de l'économie capitaliste ?

Une société libérée de l'économie, n'est-ce pas utopique ?

Utopie est un mot piège. Il faut bien sûr refuser les utopies normatives, qui prétendraient détenir par avance le modèle d'une société idéale, ce qui ne peut évidemment que conduire à la catastrophe (notons que les zapatistes soulignent que le chemin se fait en marchant et « qu'on avance en posant des questions », et non bardés de certitudes). En même temps, il s'agit bien de penser ce qui n'est pas encore : en ce sens, il faut en finir avec le refus de toute utopie, qui impliquerait la résignation à l'état de fait. Il ne peut y avoir d'anticapitalisme conséquent si on ne s'autorise pas à considérer sérieusement la possibilité d'un monde non capitaliste, radicalement différent de celui que nous connaissons. Cela peut sembler irréaliste, parce que c'est le propre de tout système social de nous tenir prisonniers de ses limites fondamentales. Il n'y a aucune leçon de l'histoire, sauf peut-être une : rien n'est immuable et tant de systèmes politiques ou économiques qui paraissaient dotés d'une solidité extrême se sont écroulés ou ont passé la main. Il est donc déraisonnable de nous contraindre à un auto-enfermement dans les limites imposées par la réalité présente. Et il est au contraire plutôt raisonnable, sous certaines conditions, de nous efforcer de penser d'autres possibles qui commencent à émerger et qui pourraient fort bien prendre le pas demain sur notre triste réalité.